

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72-D La Source

FISZBIN, DEPUTE PCF POURSUIT EN JUSTICE ANDRE DRUESNE, CANDIDAT UOPDP

Meeting à 20 h 30, Vendredi 10 Mars - 119, avenue Simon Bolivar - avec les candidats de l'UOPDP, Max Clusot et Jacques Jurquet.

Fiszbin, député sortant du 19e arrondissement, assigne notre camarade André Druesne, candidat de l'UOPDP dans la même circonscription, devant le tribunal de grande instance de Paris, sous prétexte de diffamation.

Il prétend n'avoir pas participé à la sauvage agression révisionniste du 5 mai 1967, à la Mutualité, à Paris, au cours de laquelle André Druesne a été blessé, au point d'être hospitalisé trois jours.

Ces graves événements, fomentés par les dirigeants du PCF, visaient à empêcher la tenue d'un meeting de soutien aux patriotes vietnamiens.

Le jugement doit être prononcé le 9 mars.

Ainsi, ce dirigeant révisionniste recourt à la justice de l'Etat bourgeois pour essayer de faire condamner un ouvrier métallurgiste. Il demande 5 000 F de dommages et intérêts ! Rien que ça...



André Druesne secouru par des camarades le 5 mai 1967 après l'agression. A sa droite (à gauche sur la photo) : son fils. André restera plusieurs jours à l'hôpital souffrant d'un traumatisme crânien.

Quelle haine de tels politiciens n'ont-ils pas pour les véritables communistes !

Nous tiendrons nos lecteurs informés ainsi que les électeurs du 19e arrondissement.

Nous appelons tous nos camarades et amis ainsi que les militants de l'UOPDP à assister à l'audience qui se tiendra le 9 mars, à 13 h 30, à la 17e chambre du tribunal de

grande instance de Paris, palais de justice, boulevard du Palais.

Nous appelons tous les témoins de l'agression du 5 mai 1967 à se présenter à l'audience jeudi 9 mars.

Au tribunal de Martigues

Victoire contre le maire PCF

Deux militants de l'Humanité rouge de Martigues (Bouches-du-Rhône) avaient été assignés devant le tribunal par le maire PCF pour avoir diffusé notre journal sur le marché. Prétexte : « embarras de la voie publique ».

Le 27 février, le tribunal a débouté le maire de son action. Il a estimé que non

seulement il n'avait apporté aucune preuve de cet « embarras de la voie publique », mais encore qu'il s'agissait d'une atteinte à la liberté de diffusion de la presse !

Il s'agit d'une victoire de nos camarades qui avaient transformé leur procès en dénonciation des pratiques antidémocratiques du maire de Martigues.

EN GUERRE CONTRE MENDES-FRANCE
COMMENT MARCHAIS VOIT L'APRES-MARS
Article page 5

• USA

Les mineurs à Carter : Non à toute réquisition

« Le sang coulera si le président essaie de forcer les gars à retourner à la mine ». C'est Joe Phipps, le représentant d'une section locale de mineurs en grève, qui parle ainsi après la décision de Carter de

à ses tentatives d'isolement, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles ne sont pas très payantes. Après le syndicat de l'automobile qui vient de verser 2 millions de dollars aux grévistes, ce sont les fermiers du Kentucky,



faire appel à la loi Taft-Hartley qui devrait, en principe, lui permettre de réquisitionner les mineurs.

La réaction des 160 000 mineurs américains en grève depuis trois mois est on ne peut plus nette, pas question de réquisition, sinon gare...

L'Etat américain, qui voit avec inquiétude diminuer ses réserves de charbon, ne manque pourtant pas de moyens pour faire plier les mineurs : réquisitions avec menaces de prison aux réfractaires, possibilité de nationaliser temporairement les mines, tentative d'isoler les mineurs des autres travailleurs en prétextant des licenciements probables dans l'industrie, faute de charbon.

Rien n'y fait. Les mineurs restent inébranlables et Carter en est pour ses frais. Ses menaces de réquisition n'ont fait que renforcer la colère qui gronde chez les grévistes ; quant

à la même région, qui se solidarise avec eux. Eux aussi, ont de bonnes raisons d'être mécontents.

Les fermiers, qui se plaignent des bas prix payés pour leurs produits, ont déclaré préférer les donner aux mineurs en grève plutôt que de les vendre à des « tarifs de misère ». Ils ont fait don aux mineurs notamment de 10 tonnes de farine, 1,8 tonne de viande hachée, 10 tonnes de haricots secs, et 270 kg de fromage.

Ainsi est-ce maintenant à la solidarité des mineurs et des paysans que se heurte Carter qui, pour la première fois de son mandat se trouve confronté à une sérieuse difficulté. Sa décision de faire suspendre la distribution de bons de nourriture aux familles de grévistes montre assez la méthode qu'il entend employer, la manière forte. Cela n'impressionne toutefois pas les mineurs. Ils sont unis. Ils sont décidés. Ils sont prêts à lutter jusqu'au bout.

Pour les résultats des élections

Afin que notre journal puisse rendre compte dans les plus brefs délais des résultats obtenus par les candidats de l'UOPDP, nous demandons aux comités locaux, aux représentants de l'UOPDP présents dans le bureau de vote où seront centralisés les résultats de la circonscription, de téléphoner, au plus vite, dimanche soir au 607 23 75 (et uniquement à ce numéro) les renseignements suivants :

- 1) Numéro de la circonscription et département.
- 2) Nombre d'inscrits
- 3) Nombre de votants
- 4) Score du candidat UOPDP
- 5) Score des candidatures écologistes, Choisir, régionalistes ?
- 6) Score de l'« extrême-gauche » (préciser LO, LCR, PSU, etc.)
- 7) Score des partis de droite
- 8) Score des partis de gauche.

Nous demandons aux correspondants de ne téléphoner que ces renseignements et le plus brièvement possible.

Ethiopie

Communiqué de l'Union démocratique des femmes éthiopiennes en Europe

Depuis plusieurs mois, le « conflit de la corne de l'Afrique », « la guerre qui oppose l'Éthiopie à la Somalie » font la une de toute la presse internationale, mais on oublie souvent de dire et d'analyser ce qui se passe réellement à l'intérieur de notre pays, c'est-à-dire au niveau de la situation du mouvement révolutionnaire en général et des revendications des masses populaires d'Éthiopie. Aujourd'hui, les peuples d'Éthiopie mènent une lutte difficile, pleine de sacrifices au plus haut niveau.

En effet, depuis février 1974, les femmes éthiopiennes ont lutté et manifesté, sans précédent dans l'histoire de notre pays, leur volonté de mettre fin à leur oppression et leur désir de se ranger auprès des peuples d'Éthiopie pour mener une lutte consciente organisée et armée.

Les femmes progressistes depuis février 1974 ont mené un travail révolutionnaire considérable, ceci en s'intégrant dans les différentes structures populaires (comités de quartier, comités de paysans, syndicats, etc.), en incitant les femmes à mettre sur pied leurs propres organisations répondant à leurs problèmes quotidiens. Les femmes d'Éthiopie ont réussi à élever leur conscience politique, à participer concrètement dans le processus révolutionnaire en

étant élues responsables dans différents comités de quartiers, en mettant sur pied plus de 250 associations de femmes dans la capitale uniquement, en organisant des débats, séminaires et réunions politiques pour expliquer aux femmes les causes de leur oppression et la lutte qu'elles doivent mener pour leur libération et celle de la société.

Nous pouvons donc affirmer aujourd'hui que les femmes ont à leur effectif et au prix de lourds sacrifices humains, des acquis révolutionnaires indéniables.

(...) L'Union démocratique des femmes éthiopiennes en Europe lance un appel à toutes les femmes qui mènent une lutte contre l'oppression, l'exploitation et la répression, à toutes les forces progressistes et démocratiques, à toutes les femmes éprises de liberté et justice pour manifester leur solidarité à la lutte du Mouvement révolutionnaire éthiopien et à celle des femmes d'Éthiopie. Ceci en dénonçant l'arrestation, l'emprisonnement et la torture que subissent les femmes. En envoyant des télégrammes et pétitions au gouvernement éthiopien (P.M.A.C. P.O. Box 5707 Addis-Abeba, Éthiopie).

D'autre part, notre union demande et encourage toute initiative personnelle : aide

financière et matérielle pour soutenir les familles des détenus, des ouvriers et paysans.

- Halte à la répression qui s'abat sur les révolutionnaires et les femmes d'Éthiopie !

- Libération immédiate

de tous les progressistes !

- Libertés démocratiques pour les masses opprimées !

- Vive la solidarité de toutes les femmes en lutte !

P.S : Pour toute aide financière à envoyer :

Union démocratique des femmes éthiopiennes en Europe

Union des étudiants éthiopiens en France

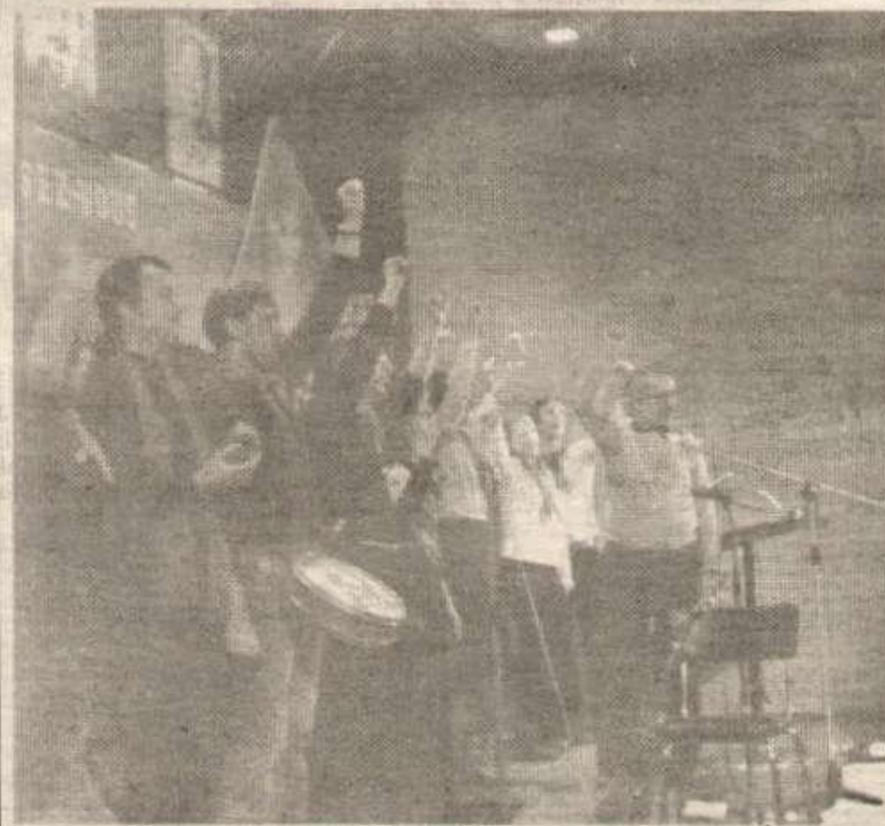
No 00447686 BNP

Extrait d'un communiqué de l'Union démocratique des femmes éthiopiennes en Europe

BRUXELLES samedi 4 mars

UNE DELEGATION FRANCAISE
CONDUITE PAR LE CAMARADE
JACQUES JURQUET,

DIRECTEUR POLITIQUE DE L'HUMANITE
ROUGE, PARTICIPE A LA RENCONTRE
INTERNATIONALE A L'APPEL DU PARTI
FRERE DE BELGIQUE (PCMLB) POUR
COMMEMORER LE 130^e ANNIVERSAIRE
DU «MANIFESTE» DE MARX-ENGELS



Le camarade Lefebvre secrétaire général du
PCMLB chante l'internationale avec une
chorale allemande et la chorale
« La Lyre des travailleurs »

La Conférence de Belgrade

«La fin d'une légende»

La conférence de Belgrade a abouti à un échec dans le sens où la détente est apparue clairement comme un leurre. Les illusions que pouvaient avoir certaines personnes à la suite de la conférence d'Helsinki, la première du genre, sont tombées.

Les 35 pays de la conférence se sont mis d'accord, à l'exception de Malte sur un texte qui constitue une véritable capitulation face à l'URSS dans la mesure où aucune mention n'est faite des sujets qui gênaient le social-impérialisme, à savoir : la surveillance au niveau militaire et les droits de l'homme. Les pays occidentaux se sont écrasés devant l'URSS tout en affirmant qu'ils ont voté le projet de clôture sans en être convaincu et tous déclarent que la conférence est un échec.

Il est un petit pays qui malgré tout refuse toujours ce texte, il s'agit de Malte qui ne cesse d'exprimer son amertume face à la situation présente, face aux affrontements et aux « pactes tacites » des géants et à la résignation des autres. Il a expliqué que son pays refusait de faire de nouvelles concessions « sinon pourquoi continuer à parler de détente à l'échelon des pays et non des blocs ? ».

Le même sentiment domine chez bien des représentants, même si ce n'est pas exprimé ouvertement. C'est le cas notamment de la Roumanie et de la Yougoslavie. Désenchantement, désillusion, échec, c'est cela qui ressort de cette conférence où les Soviétiques ont agi en maîtres mais il est clair maintenant que la détente est un leurre.

• Allemagne de l'Ouest

La grève des ouvriers du livre s'est poursuivie lundi. 104 journaux (soit 75 % des quotidiens ouest-allemands) représentant un tirage de plus de 15 millions d'exemplaires n'ont pas paru. Aucun des grands quotidiens comme la « Frankfurter Zeitung », « Die Welt », la « Stuttgarter Zeitung », les « Stuttgarter Nachrichten », « Bild Zeitung », « General Anzeiger » de Bonn, « Express », « Der Spiegel », n'est sorti lundi.

• Répression en URSS

L'organisation de défense des prisonniers politiques vient de recevoir des documents de Moscou, les premiers parvenus depuis des mois probablement en raison de l'arrestation ou de l'expulsion de leurs distributeurs.

Parmi ces documents, figure une lettre de l'association des syndicats libres, constituée récemment ; cette lettre indique que quatorze ouvriers ont été internés dans des asiles psychiatriques pour s'être plaints de leurs supérieurs hiérarchiques.

D'autre part, un bulletin d'informations publié à Moscou par une commission d'enquête sur les abus psychiatriques donne des détails sur les traitements médicaux dangereux et injustifiés infligés à des dissidents dans des hôpitaux. Sont révélés en outre sept cas de psychiatres emprisonnés pour refus de traiter des internés pour raisons politiques.

Enfin, il semble que huit personnes membres de l'association des syndicats libres ont été arrêtés au cours des deux derniers mois et plusieurs membres de la commission d'enquête ont reçu des menaces d'emprisonnement.

• Grande-Bretagne

Les chantiers navals de Swan Hunter, situés près de Newcastle ont été fermés lundi soir à la suite du licenciement de quatre-vingt employés chargés de la sécurité dans les chantiers. Ceux-ci sont renvoyés pour avoir revendiqué une augmentation de 10 % et pour avoir appuyé cette revendication en refusant d'accomplir certaines tâches : 9 000 ouvriers sont lock-outés mais il est à prévoir qu'ils ne se laisseront pas faire. Au début de l'année, les travailleurs ont refusé d'accomplir des heures supplémentaires.

Une grève que la direction n'a toujours pas digéré car elle lui fit perdre une importante commande polonaise portant sur la construction de sept navires.



Note de lecture : «Mama Jones»

« L'avenir est entre les mains rudes et fortes du prolétariat »

La volonté de lutte qu'on découvrait récemment dans le film « Harlan County USA » et qu'on constate dans les grèves actuelles des mineurs du Kentucky et de la Virginie plonge ses racines dès la fin du 19^e siècle. En cherchant les noms de ceux qui ont marqué, d'une façon ou d'une autre, l'histoire de la classe ouvrière aux USA, on retrouve facilement Malcom X, Chavez, Sacco et Vanzetti, etc. « Mother Jones » est peu connue. Son autobiographie vient de paraître en français. Elle l'a écrite en 1924, à l'âge de 94 ans, encore en pleine action : elle aidait les travailleuses de l'habillement de Chicago à s'organiser. Récit passionnant de vie.

« Je suis née en Irlande, dans la ville de Cork, en 1830. Ma famille était pauvre. Depuis des générations, elle combattait pour la liberté de l'Irlande. Beaucoup de mes ancêtres succombèrent dans cette lutte ». Puis Mama Jones navigue à travers ses souvenirs, oubliant souvent la chronologie mais retenant toujours l'essentiel : la lutte pour s'organiser contre l'ennemi de classe.

Elle parle avec véhémence des combats menés aux côtés des mineurs dans les « Vallées du charbon » où des centaines, des milliers de familles s'abritaient dans des baraques de fortune, sous des tentes ; des grèves longues et dures pour arracher le droit de s'organiser. Le patronat envoyait ses nervis qui détruisaient les villages, tuaient ou mutilaient les mineurs et leurs familles.

1903, c'est la marche des gosses des filatures de Pennsylvanie sur New-York (ils sont 10 000 sur 75 000 ouvriers) pour faire connaître leurs conditions de vie.

« Que le président Roo-

sevelt entende les gémissements de ces enfants qui n'ont jamais pu aller à l'école, qui travaillent douze à treize heures par jour pour l'industrie textile de Pennsylvanie ; qui tissent les tapis sur lesquels il marchera et vous marcherez ; qui fabriquent les rideaux de dentelle pour vos fenêtres et des vêtements pour toute la population. Il y a cinquante ans, un cri a retenti contre l'esclavage, des hommes ont sacrifié leur vie pour mettre fin à la traite des enfants noirs. De nos jours, les enfants blancs sont vendus aux industriels pour deux dollars par semaine. Il y a cinquante ans, les bébés noirs étaient payés comptant. De nos jours, les bébés blancs sont payés par versements ».

La prison, elle l'a connue aussi et plus d'une fois : « J'ai demandé à un homme ce qu'il avait fait pour se trouver là. Il m'a répondu qu'il avait volé une paire de chaussures et je lui ai répondu que s'il avait volé un chemin de fer, il aurait été un député ».

Elle décrit aussi l'embourgeoisement des leaders du mouvement ouvrier : « Il faudrait prévoir dans



Mama Jones

tous les règlements syndicaux le retrait des leaders. Les gros traitements ne devraient pas exister. Les carriéristes devraient être chassés tout comme ceux qui utilisent le mouvement ouvrier à des fins politiques. Il y a là autant de menaces pour le progrès du mouvement ouvrier.

« J'ai vu, au cours de grandes grèves, les ouvriers maintenus en prison tandis que les leaders étaient relâchés sous caution et continuaient à toucher de gros traitements. Eux ne souffraient pas. Ils ne man-

quaient jamais un repas. Il en est pour qui le mouvement ouvrier est un métier comme un autre et qui s'y enrichissent. John Mitchell a laissé aux siens une fortune ; et c'est encore au porte-monnaie des mineurs que s'adressent ses amis politiques lorsqu'il s'agit d'élever un monument à cet homme dont le nom devrait sombrer dans l'oubli.

Mais Mama est inébranlable dans la solidarité de lutte qu'elle veut aider à insuffler : « L'avenir est entre les mains rudes et fortes du prolétariat ».



« Des enfants qui travaillaient de 10 à 12 h par jour dans une usine de coton du Mississippi aux USA ».

Les chutes de neige en Lozère

CE QUE LA TELE NE MONTRE PAS ...

La presse écrite et parlée s'est emparée de notre région, de notre situation : deux morts asphyxiés dans une voiture, une bergerie écroulée, des hélicoptères qui larguent du ravitaillement... Quel déferlement !

Quinze jours plus tard, aucun des problèmes fondamentaux posés par la neige n'a été réglé. Pourtant, des chutes de neige importantes sont ici courantes en hiver.

Les jeunes agriculteurs du canton de Châteauneuf font le point :

- Belvezet (130 habitants) reste bloqué treize jours.

- Un hameau, Grosviala, bloqué seize jours.

- La Peyre, Saint Frézal d'Albuges, bloqués quinze jours.

- À Chasseradès, la départementale reste bloquée quinze jours.

- Le hameau de la Rochette bloqué vingt-cinq jours.

- La presque totalité des hameaux de Chaudeyrac, d'Arzenc de Randon, n'ont été débloqués que quelques heures, soit deux fois deux heures, en quatre semaines. De même sur les communes de Saint-Sauveur et de Saint-Jean-La Fouillouse.

Pendant ce temps, bien entendu, la télévision filmait les hélicoptères de l'armée, larguant du ravitaillement sur les hameaux isolés. Par exemple, dix flûtes de pain pour un hameau de douze habitants bloqués depuis plus de dix jours - flûtes larguées à trois kilomètres de ce hameau.

Par exemple, un stock de flûtes dans un village débloqué et disposant de toute façon d'un boulanger.

Pendant ce temps, la télévision filmait des hélicoptères évacuant des malades. Pourtant, on évacuait des urgences sur des civières à bras sur des kilomètres de neige fraîche.

Heureusement, tout ce ballet d'hélicoptères, destiné sans doute à promener des officiels ou à donner des images à la télévision, est terminé. Mais tous les problèmes demeurent.

Depuis quelques années, les jeunes veulent rester au pays. Pour cela, ils doivent investir, intensifier, donc vendre et acheter. Or, dans un village bloqué ou insuffisamment débloqué :

- Le laitier ne passe pas. C'est ainsi que les agriculteurs jettent le lait depuis quatre semaines.

- Les camions de ramassage des animaux à vendre ne passent pas. On continue à nourrir des agneaux qui font plus de 50 kg au lieu de 40 et on devra les brader à un prix de faillite.

- L'inséminateur, le vétérinaire, le contrôleur laitier, le technicien agricole ne peuvent plus faire leur travail.

Comme le disait un agriculteur : « Si on ne peut pas nous assurer le déneigement qu'on nous descende à la mitrailleuse et qu'on plante des sapins à la place. »

Le canton est manifestement sous-équipé en matériel, mais la station de ski du mont Lozère est déneigée quel que soit le temps pour que les citadins puissent venir se détendre, tandis que les éleveurs voisins jettent encore leur lait par milliers de litres.

Peut-on faire des stocks de butagaz, fuel, alimentation, aliments pour bétail, pour tout l'hiver ?

Comment avoir une activité économique, une vie sociale et syndicale dans un canton régulièrement bloqué par la neige ? Un pays bloqué est un pays mort.

Qu'on ne nous dise pas que le déneigement coûte trop cher. Combien de chenillettes auraient été achetées avec les heures d'hélicoptère, le plus souvent inutiles ?

- Alors que le déficit de l'aéroport de Mende est de plusieurs centaines de millions chaque année

- Alors qu'il y a toujours de l'argent pour déneiger les stations de ski, - Alors que la construction de Concorde a coûté des milliards.

Que nous importe que des messieurs gagnent quatre heures sur Paris-New-York si nous devons rester bloqués plusieurs semaines dans notre hameau !

S'il y avait un choix à faire, quel était le bon choix : Concorde, l'aéroport de Mende ou le droit de vivre des milliers d'habitants d'un canton qui ne veut pas mourir ?

Correspondant



EN BREF

• Région dijonnaise

En un mois, 6,9% chômeurs de plus

D'après les chiffres mêmes de la préfecture, le nombre de demandes d'emplois enregistrés est passé de 1 357 à 1 451 de décembre 1977 à janvier 1978, en Côte-d'Or. Le nombre des chômeurs à l'heure actuelle est de 6 360.

Quand on sait que ces chiffres sont en général déjà truqués, on imagine aisément la réalité et la valeur réelle de tous ces baratins sur « l'amélioration de la situation de l'emploi »...

• Apremont (Haute-Saône)

Sancarini assassin

Un ouvrier de 30 ans, père de trois enfants, a été tué le 2 mars par une presse de 600 kg, dans l'entreprise Sancarini. Il était descendu sous la presse pour réparer une durite d'huile endommagée.

Cet accident, comme celui qui a grièvement blessé un ouvrier du bâtiment à Selongey (Côte-d'Or) la semaine précédente, est dû à l'absence totale de sécurité dans laquelle ces travailleurs étaient obligés de travailler.

• Peugeot-Dijon « L'usine du futur » et celle du présent

La direction de Peugeot à Dijon a organisé un séminaire consacré à « l'usine du futur ». Bien entendu, parmi les ouvriers tirés « au sort » pour y participer, ne figurait aucun syndiqué CGT ni CFDT. Cela n'a rien d'étonnant, puisque, tout en blablatant sur « l'usine du futur » et « les nouveaux rapports humains qu'elle porte en elle », la direction fait pleuvoir avertissements et mises à pied sur tous ceux qui osent émettre la moindre contestation à l'égard de la situation actuelle dans l'usine !

Les jeunes en stage, sans salaire

Un ordinateur qui a bon dos ...

De nombreux jeunes stagiaires qui sont employés dans le cadre des stages « formation emploi du gouvernement et du CNPF » n'ont pas touché leur maigre paye depuis janvier. La raison en est que l'ordinateur du centre payeur serait « surchargé ».

Ainsi, cent vingt stagiaires du groupe de Louveciennes (centre de formation situé à Paris) viennent d'adresser une lettre de protestation au ministère du Travail pour lui signaler le non-

paiement de leur salaire depuis janvier. Ils protestent également contre la décision des pouvoirs publics de ne pas les rémunérer avant le 10 avril. Ils évoquent dans cette lettre les difficultés que cette absence de salaire entraîne pour la majorité d'entre eux qui doivent payer le loyer, les transports, les repas, la nourriture pour les mères de famille.

Cette situation est scandaleuse. Voilà des jeunes qui travaillent et qui ne sont pas payés. De qui la bourgeoisie se moque-t-elle ?

• Buitoni-Camaret (Vaucluse)

Mis à pied pour 3 heures de trop

On apprenait le 1er mars qu'un délégué CGT de Buitoni-Camaret (Vaucluse) était mis à pied pendant jours. Motif : M. Torano a dépassé son mandat syndical de trois heures courant février.

Aussitôt, la section CGT et des travailleurs de la boîte ont décidé des débrayages et ce, jusqu'à ce que le camarade soit réintégré (une heure par jour).

Les directions CFDT et FO disent comme le patron que c'est inadmissible « un délégué ne doit pas dépasser son mandat ». Néanmoins, des syndiqués de ba-

se CFDT participent à l'action.

En sanctionnant ce camarade, pour ce motif, la direction tente d'intimider le militant actif qu'est Torano. Lors de la grève de 1977 avec blocage de l'entrée, ce camarade s'était distingué pour sa combativité, et ses justes positions de classe.

— Soutien total au camarade Torano.

Vive l'unité de la classe ouvrière !

A bas la répression anti-syndicale !

Un camarade et un délégué CGT

Témoignage de travailleurs de l'ANPE

Un projet inquiétant

Nous avons reçu d'un lecteur de Normandie, « futur licencié » cette lettre que lui ont adressée ses cousins qui travaillent à l'ANPE à Paris.

« ... Il faut dire qu'actuellement dans ce climat politique, nous ne savons pas ce que nous allons devenir sur le plan professionnel... »

« Sais-tu qu'il a été déposé un projet de loi ces derniers temps demandant la suppression des services où nous travaillons. Ce projet sera soumis au vote en avril prochain... et nous sommes donc dans l'incertitude. Tu imagines, si nous nous retrouvons tous les deux au chômage... Et le chômage à Paris, c'est terrible, il n'y a personne pour vous aider et le loyer qui tombe tous les mois (1.350 F). Nous

sommes bien placés pour connaître toutes les difficultés de cette situation.

Nous avons toute raison d'être inquiets car ce projet est d'essence politique, à savoir qu'aucun gouvernement de droite ou de gauche, n'a intérêt à maintenir un organisme qui fournit des données précises sur le phénomène chômage et en informe le public, sachant bien que de toutes les manières, ce phénomène ne peut qu'aller en s'aggravant : toutes les analyses le prouvent : voir l'exemple des États-Unis. En URSS il existe aussi, mais il n'est pas recensé.

• Snecma-Corbeil

Les grévistes disent non à la récupération électorale

Les soixante-huit tourneurs sur commandes numériques entament leurs cinquante-septième semaine de grève : pas question pour eux de travailler sur deux machines, ni de négocier avec le patron sur cette base. Les gars savent qu'une prime ne compenserait jamais le préjudice physique, moral et nerveux occasionné par le doublement de la charge de travail.

Jeudi dernier, deux débrayages d'une demi-heure ont permis de mesurer la solidarité des autres travailleurs de l'usine. La collecte de soutien a permis de réunir plus de douze millions d'anciens francs en un mois, ce qui est exceptionnellement élevé. A l'issue

de ce premier mois, chacun des grévistes pourra donc recevoir sa quote-part et tenir le coup à peu près.

Le gros problème qui est discuté est celui du transfert du travail des grévistes vers des tourneurs « classiques ». Plusieurs ateliers se sont vus imposer de faire ce travail, ce qui entraîne un vif mécontentement chez beaucoup d'ouvriers. Lundi matin, deux ateliers, le 144 et les DPK ont purement et simplement refusé de faire le travail. Cela pourrait bouger ailleurs également.

Mais les syndicats useront-ils de leur poids pour accélérer ce mouvement, ou bien pour le freiner ? C'est la question que chacun se

pose... Dimanche, un gala de soutien rassemblant 600 personnes a été organisé à Corbeil. Un spectacle a été donné, suivi d'un bal.

Le maire de Corbeil et un conseiller général ayant voulu prendre la parole, les grévistes s'y sont opposés. Ils ont ainsi manifesté leur refus de voir récupérer leur mouvement à des fins électorales.

Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne s'intéressent pas à la situation politique. Loin de là ! Une grève, c'est l'occasion de discuter des questions de fond. Celle-ci, entre autres : « Si la gauche passe, travaillera-t-on aussi sur deux machines ? ». Bonne question, non ?

Grève des techniciens de la CAF la direction occupée

Mardi, à onze heures du matin, plusieurs centaines de grévistes (500) de la Caisse d'allocations familiales de la rue Viala, à Paris, forçaient l'entrée des bureaux de la direction.

Après 37 jours de grève, ils entendaient obliger la direction à ouvrir des négociations.

Deux fois déjà depuis le début de leur mouvement, les techniciens avaient tenté d'approcher la direction dans ses locaux. Cette fois, tandis que les grévistes s'installaient dans tous les locaux et bureaux, les directeurs ont préféré s'enfermer dans leur bureau plutôt

que d'avoir à affronter les grévistes.

Tout l'après-midi, des discussions, des chansons sur la lutte, bref une ambiance chaude et combative. Finalement, vers 19 h, les flics sont arrivés pour faire évacuer les bureaux. Une fois sortis, les grévistes se regroupèrent à nouveau au centre informatique qu'ils occupent depuis le 2 février.

Le matin, l'assemblée générale quotidienne avait discuté des dernières propositions de la direction. Alors que les grévistes demandent la reconnaissance de la qualification et le passage au niveau supérieur (6) des salaires pour toute la catégorie, l'administration, elle, veut bien admettre que les

modifications intervenues dans le travail des techniciens justifie l'accession au niveau 6 ... mais seulement pour certains services, pour certains agents. Les grévistes ont refusé en bloc ces propositions de division, et ont décidé d'aller voir la direction de la CAFRP...

Mercredi la CFDT, la CGT, FO et la CFTC, ont appelé l'ensemble du personnel à cesser le travail pour une journée, en signe de protestation contre l'intervention de la police.

Une assemblée générale s'est tenue à 10 h 30. L'ensemble du personnel est ensuite allé en manifestation jusqu'au ministère.

Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

	pli ouvert	pli fermé
Quotidien seul		
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

Les hospitaliers du pays de Loire en lutte

La grève s'étend chez les travailleurs de la santé du pays de Loire : Orléans, Romorantin, Blois, Vendôme, et Tours. Les hospitaliers réclament notamment la parité des salaires avec ceux de Paris. Ils ont organisé des manifestations en ville (Romorantin), et des visites de l'hôpital (Orléans) pour faire connaître la situation des vieux qui sont condamnés à y vivre... et à y mourir.

?



Que fait Chirac sur cette photo ? Ce qu'il fait chaque matin. Il se met un petit morceau de sparadrap autour de deux doigts : l'index et le majeur. Pourquoi ?

Parce que pour mener à bien sa campagne électorale en Corrèze, le chef du RPR gaulliste serre des dizaines de milliers de mains chaque jour. Et à la longue, cela use la peau des phalanges... Aussi Chirac prend-il ses précautions...

Non, non, ce n'est pas une photo-gag de notre journal. C'est la très exacte vérité, c'est ce que Chirac fait chaque matin. (Photo Bernard Challet).

En guerre contre Mendès-France

Comment Marchais voit l'après-mars 78

« L'Humanité » se déchaîne contre l'interview de Mendès-France au « Nouvel Observateur ». Marchais signe un éditorial : « Comment ne pas s'inquiéter de ces calculs, de ces déclarations équivoques... ». Séguy s'en prend à Mendès-France lui aussi, pour avoir participé au rassemblement du stade Charléty en Mai 1968. Mais ce qui les inquiète dépasse de loin la personne de Mendès-France.

Alors qu'au PS, on parle de gouvernement d'union nationale, alors que Mendès-France tient les feux de la rampe, Marchais ne sait toujours pas de quoi demain sera fait.

UNION NATIONALE

Nous avons, à plusieurs reprises depuis le discours de Giscard à Verdun-sur-le-Doubs, attiré l'attention de nos lecteurs sur l'éventualité d'un gouvernement d'union nationale après mars 1978 : Giscard acceptant officiellement de rester en place avec une majorité et un gouvernement de gauche ; Mitterrand acceptant l'idée d'un ministère de gauche avec Giscard président ; Marchais ne s'opposant pas à cette idée et voulant, dans ce cadre, des ministres communistes. Il n'y avait dès lors plus de secret.

Giscard, Mitterrand et Marchais acceptaient l'idée de gouverner ensemble, tout en précisant que cela n'irait pas sans quelques problèmes.

aura-t-il des membres du PCF ?

ET POUR CAUSE

En effet, quelle est la situation aujourd'hui ? Le Programme commun que les dirigeants du PCF ont appelé de tous leurs vœux, a profité avant tout (et presque exclusivement) au PS. Ce n'est pas un secret.

Aujourd'hui, c'est le PS, premier parti de France, qui mène la danse à gauche. Que fera Mitterrand demain ? Une alliance avec les centristes ou les giscardiens ? Appellera-t-il ou non le PCF à gouverner avec lui ?

Pour l'instant, Mitterrand se refuse à répondre. Il exige tout d'abord que le PCF se désiste, sans même que soit passé le plus petit accord de programme de gouvernement (celui de 1972 est rompu). Aux appels de Marchais, Mitterrand reste sourd.

Le PCF pousse alors de grands cris : « En somme, c'est après les élections,

une fois élus, qu'on dira ce qu'est véritablement son programme et avec qui on entend gouverner » s'offusque Marchais (dans l'« Humanité » de mardi).

Il est facile de dénoncer l'opportunisme d'un Mitterrand prêt à toutes les combines. Il est facile de rappeler le passé de Mendès-France et d'ironiser. Mais, Messieurs Marchais et Cie, qui a mis les dirigeants du PS dans cette situation de force ? Qui leur a permis d'être forts comme ils le sont aujourd'hui et de dicter leurs conditions ?

C'est vous et votre ligne politique.

OPÉRATION CHARME

Dès lors les dirigeants du PCF ont engagé leur parti dans une opération-charme. Le but : gagner des voix sur sa gauche, faire des voix au premier tour pour s'imposer au PS. Bref, rattraper en quelques semaines le retard pris sur le PS en six années de Programme commun.

Au service de cet objectif unique (gagner des voix pour imposer à Mitterrand des ministres communistes), on a ainsi vu le PCF devenir autogestionnaire, se désister pour le PSU dans plusieurs circonscriptions, appeler les « gauchistes, écologistes et féministes » à voter PCF

au premier tour « même si vous n'êtes pas d'accord avec nous ».

Cette opération réussira-t-elle ? Le PCF aura-t-il les 25 % de voix dont rêve Marchais ? On peut en douter. Mitterrand semble bien devoir rester maître du jeu. Pour une réussite, la ligne de Marchais, c'est vraiment une réussite !

Demande de contact

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Signature

L'HUMANITE ROUGE DANS LA BATAILLE

•Tours

Le meeting organisé par les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge à Tours était le premier meeting tenu depuis longtemps.

Après l'intervention d'un camarade métallurgiste, un message de la cellule locale du Parti communiste marxiste-léniniste de France fut lu à la tribune, devant une quarantaine de personnes.

Après qu'un camarade ouvrier OS ait expliqué la situation actuelle à Tours, le débat permit d'éclairer les personnes présentes sur la ligne politique des communistes marxistes-léninistes.

Les interventions furent entrecoupées de chants de la chorale « La Barricade ».

•Bagneux

C'est pour la première fois aussi que s'est tenu à Bagneux un meeting de l'Humanité Rouge. Il regroupait une cinquantaine de personnes.

Une travailleuse de la Thomson de Malakoff et une autre de Corentin Celton expliquèrent quelles sont les conditions de travail, les révoltes et les luttes des travailleurs et des travailleuses.

Un camarade du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste apporta le soutien de son parti à cette réunion.

Après la chorale, un camarade présenta la ligne politique et les perspectives des communistes marxistes-léninistes.

Le schéma-type pourrait être Giscard président, Mitterrand premier ministre et Marchais « ministre communiste ». Or, on parle aussi, surtout depuis quelques jours, de Mendès-France comme futur premier ministre. La bourgeoisie cherche un homme à la charnière de la droite et de la gauche.

Marchais dénonce publiquement ces « calculs ». Mais au fond ce qui l'inquiète, c'est que Mitterrand n'ait toujours pas répondu oui au PCF qui demande « des ministres communistes ». Dans ce gouvernement d'union nationale, quel que soit le premier ministre, v

•Montargis

«Nous soutenons les écologistes»

« A Montargis, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge ont pris la décision de soutenir les candidats d'écologie 78 qui représentent un courant populaire qui s'oppose à des manifestations graves et néfastes du système capitaliste et de la politique de la classe dominante.

« Nous pensons que leurs justes revendications ne seront pas satisfaites par de simples réformes mais exigeront des luttes dures et prolongées allant en définitive jusqu'à la révolution socialiste pour laquelle combattons.

« Nous soutenons le juste refus des militants écologistes de se laisser récupérer par les partis bourgeois de droite ou de gauche.

« Leur combat présente des points communs avec le nôtre. Librement, nous appelons à soutenir le candidat du Collectif Ecologie 78 dans la circonscription de Montargis. Nous n'exigeons rien en échange. Nous nous refusons à toute cuisine électoraliste. »

Ce texte de soutien à la

candidature de Baumgartner candidat écologiste à Montargis a été rendu public lors de notre meeting du vendredi 24 février.

Les écologistes étaient présents à cette réunion et leur candidat que nous soutenons est largement intervenu au cours du débat.

Le débat entre les écologistes et nous, dont ces élections ont été l'occasion, s'inscrit dans une perspective beaucoup plus large d'union. D'ailleurs, les uns et les autres, nous prévoyons de poursuivre l'union après mars et des bases sont d'ores et déjà jetées pour que l'action militante en commun se poursuive, s'élargisse et s'approfondisse du fait de tous.

Informations

Les affiches d'appel au meeting du mardi 14 mars à la Mutualité (Paris), seront prêtes jeudi. Le tract d'appel sortira le lundi 13.

Les affiches de l'UOPDP : « L'UOPDP et ses candidats ne se désistent ni pour les partis de droite ni pour les partis de gauche » sortiront le samedi 11 mars.

Précisions

Un lecteur nous a écrit à propos de notre titre « Dassault, un candidat pas très catholique » (HR du 22 février). Ce titre n'est bien sûr en rien une allusion au fait que Dassault soit d'origine juive, de son vrai nom Bloch.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

EN AVANT POUR LA SOUSCRIPTION DES 100 MILLIONS !

Conformément aux souhaits de nombreux lecteurs, nous reprenons ci-dessous la publication des listes de la souscription, pour les 60 millions, fixée dans l'année 1977. Nous rappelons que le 5

janvier fut atteint le chiffre de 65 millions de centimes. Le supplément de cinq millions obtenus sera donc décompté de la nouvelle souscription lancée pour 1978 et fixée à 100 millions.

Supplément à réabonnement	Une élève-infirmière	1er versement souscription C.D	Souscription Eure-et-Loire
J.T. 16 F	souscription permanente 250 F	Louise Michel 775 F.	Souscription de masse 127 F.
B.M. 36 F	Sur le marché de G. 40 F	C.E Pottier Bâtiment 100 F.	Pour que vive et se développe H.R. 223 F.
G.R. 100 F	Un soldat ml. 10 F	Un groupe de lecteurs 230 F.	Souscription G/S 200 F.
G.J.L. 44 F	Supplément à B.I.M J.P.G 74 F	C.D Cathelas 923 F.	
Supplément à brochure	Des camarades de Lezere 50 F	Une travailleuse de la santé 50 F.	
C.J.J. 5 F	JCMLF Paris 50 F	« 10 F.	
G.G. 44 F	Supplément à brochure 0 6 F	Un employé 40 F.	
T.G.	Supplément à abonnement	Une camarade sur un cours privé 250 F.	
Melle N. 44 F	B.I.M.Mm.C 12 F	Souscription à la librairie 490 F.	
I.P. 12 F	J.L.L.B 200 F	C.D province P.D.B 590 F.	
K.E. 30 F	CD. Christostome 300 F	C.D province C.J 339 F.	
L.G.S. 44 F	CD Condry 500 F	Soutien au journal H 100 F.	
G.L. 40 F	Divers 750 F	Des lecteurs de N. 1 620 F.	
M.C.L. 80 F	CD Enver Hoxha 420 F	C.D Eusebio Ferrari 370 F.	
L.C.S.M. 20 F	Divers 250 F	Pour une presse de combat	
B.J. 80 F	D.C. 10 F	pour l'unité des marxistes-léninistes	
C.Y. 80 F	CD. 8 mars 4e versement 970 F	C.D Louise Michel 1 000 F.	
C.J. 150 F	CD. M. Audoin 620 F	C.D V.S.N 1 400 F.	
L.H. 150 F	Souscription à librairie RP 230 F	Pour le quotidien sur 8 pages Y/C 300 F.	
J.C.P. 500 F	C.M.L.O. 1 880 F	C.D J.B Clément R 175 F.	
H.M. 70 F	Un camarade L.D. 500 F	S/L 342 F.	
T.M. 6 F	2e versement de 9 camarades (44). 1 014 F	B/P 250 F.	
U.J. 14 F	CD. Clara Zetkin 1 700 F	Pour les 60 millions J/C/C 50 F.	
CD. Pierre Overney	Souscription de masse au CCP 20 F	Un camarade cheminot 50 F.	
Souscription de masse 102 F	D.G en timbres 10 F	J.P.L. 52 F.	
Un camarade cheminot 50 F	Sur vente de timbres M.D. 59 F	C.D P. Sénard membres et	
Souscription librairie R.P. 200 F	Souscription de masse (34) 37 F	sympathisants 1 500 F.	
CD. Gesmitz 460 F	Pour arracher la classe	La Touraine pour les 60 millions 972 F.	
CD. J.B. Clément 175 F	ouvrière au révisionnisme	C.D Logmitre 64 F.	
Une sympathisante 10 F	moderne S.CH 700 F	C.D Zeronal 600 F.	
Collecte au resto-universitaire	3 camarades de Dijon	C.D Van Troi 80 F.	
Rennes 370 F	pour que vive HR 750 F	(Novembre) C.D Routhier 730 F.	
Souscription de camarades	CD Seimandi 5 102 F	C.D Chou-en-lai 150 F.	
et sympathisants	2 camarades 15 000 F	C.D Perche : pour que vive l'H.R. 1 550 F.	
Pour que HR se développe 500 F	Un camarade 3e versement	C.R. 100 F.	
Un groupe de lecteur de 44 550 F	(décembre) 200 F	Des camarades de la métallurgie et	
R.B. pour les 60 millions 200 F	Un licencié de Beullac 100 F	Norman de Béthune 250 F.	
Un couple de militants 500 F	CD. Ho Chi-minh 150 F	Supplément à réabonnement P/G 94 F.	
Un jeune ouvrier-jardinier 100 F	Souscription de masse 77 F	G/M/J 100 F.	
Un jeune appelé 20 F	CD Delecluze 100 F	L/B/J 44 F.	
F.M. 350 F	CD Louise Michel 123 F	M/X 44 F.	
L.B. 70 F	Des amis étrangers 250 F	4e versement C. A. Marty 270 F.	
Un jeune ouvrier-mécanicien	CD P.V. Couturier 120 F	P/M un géomètre 100 F.	
sur son maigre	CD Cathelas 200 F	Un employé 10 F.	
salaires de 1 900 F 200 F	CD Dimitrieva 900 F	C.D Delecluze 10 F.	
Un couple de militants 500 F	CD Fabien 952 F		
			Souscription H.R. 7 F.
			C.D Monmousseau pour quotidien
		 750 F.
			C.D H.R. Nice C/J 1 066 F.
			Souscription C.R. 425 F.
			Les C.M.L. de Nanterre 200 F.
			C.D.P 1 473 F.
			J.Danou P.T.T 775 F.
			« Souscription de masse 25 F.
			B/A 50 F.
			En avant pour les 8 pages
			un ouvrier métallurgiste
			1er versement 400 F.
			C.D BreLOT 350 F.
			Sur vente de timbre M.D. 113 F.
			P.M Novembre) 100 F.
			CD 8 mars 1 020 F
			Supplément à réabonnement 16 F.
			S/L/R 34 F.
			A/P 44 F.
			D/P 44 F.
			LJP 10 F.
			LTH 30 F.
			D/B 14 F.
			M/P 4 F.
			D 244 F.
			LGR 72 F.

Retenez vos soirées...

Mercredi 8 mars : réunion de l'UOPDP à 20 h 30, salle du foyer municipal rue de l'Egalité - BILLY-MONTIGNY. (Pas-de-Calais)
 - Mercredi 8 Mars : réunion à l'initiative de l'UOPDP, avec la participation d'autres organisations - A 20 h 30, 7 rue Gustave Rouanet - PARIS 18e.
 - Vendredi 10 Mars : réunion de l'UOPDP - à 20 h 30 - METZ - café de Paris - Place Saint Louis.
 - Vendredi 10 Mars : meeting-débat de l'UOPDP. A 20 h 30 - Montreuil - Ecole Joliot-Curie - Quartier de La Noue

**union
ouvrière
et paysanne pour la
démocratie prolétarienne**

**Bons de soutien
minimum 5 F**

ADRESSE DU COMITÉ D'INITIATIVE NATIONAL
3, RUE JEAN ROBERT, 75018 - PARIS

ILN

«HISTOIRE ECONOMIQUE DES GRANDS PAYS CAPITALISTES»

Ce livre de 536 pages traduit du chinois, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen Age : la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution antiféodale, la montée du capitalisme, la crise. L'exemplaire : 38 F. En vente aux librairies « Les Herbes sauvages » - 70, rue de Belleville - Paris 20e) et « La Force du livre », 33, rue René Leynaud - Lyon 69001.

BROCHURES ENCORE DISPONIBLES

- La crise viticole en Languedoc-Roussillon et combat des travailleurs de la vigne (2,50 F)
- Les cris de la Commune (3 F)
- 106 e anniversaire de la Commune de Paris, manifestation et meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge (5 F)
- France 1977 : Les travailleurs et le logement (3 F)
- La Chine reste rouge, 11e retour de Chine d'une délégation des communistes marxistes-léninistes de France, dirigée par Jacques Jurquet.
- Les dirigeants du PCF contre les travailleurs : quand ils sont au pouvoir (5 F)
- Citroën, bague capitaliste. De la révolte à la lutte organisée (5 F)
- Le peuple de Turquie face aux deux superpuissances - Documents des revues « Aydinlik » et « Halkin Sesi » (5 F)
- Zaïre : Poursuivre fermement la lutte contre le social-impérialisme russe et ses laquais. Des communistes marxistes-léninistes zaïrois (5 F)

POUR LA SOUSCRIPTION

Le très beau poème sur Mao Tsé-toung intitulé « Mao Tsé-toung vit » (2 F).

PASSEZ VOS COMMANDES
A APN Éditions BP 279
78866 - Paris Cédex 18

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Rouen

Une vaste agglomération industrielle



Samedi 28 mai, Lecanuet, maire de Rouen, avait loué une salle de la ville pour que s'y tienne un meeting fasciste, meeting national du Parti des forces nouvelles (le parti de Le Pen) et de l'Action française. Une centaine de manifestants ont protesté fermement aux cris de « Pas de meeting fasciste à Rouen ».

Rouen, la ville aux cent clochers, est aussi une métropole régionale. Certes, on retrouve encore, dans certains quartiers, des rues moyenâgeuses et ce n'est pas sans intérêt que l'on peut se pencher sur l'histoire de la ville. Quelques dates sont marquantes : 1515, c'est la révolte des pieds nus, une armée de paysans contre l'oppression féodale ; 1848, c'est à Rouen que débute l'insurrection. Vieille cité commerçante, Rouen est peu à peu devenue cité industrielle. Au siècle dernier, l'industrie textile y battait son plein. Aujourd'hui, ce secteur se meurt et les dernières filatures disparaissent.

Mais Rouen est devenue une très vaste agglomération industrielle et possède un grand port maritime. Toutes les phases de ce développement ont été marquées par la lutte des classes exploitées. Ainsi, en 1968, pour prendre une époque récente, les travailleurs de Renault-Cléon occupèrent l'usine et furent à l'avant-garde de la lutte. Il y a deux ans, les travailleurs des Chantiers de Normandie ont affronté eux aussi leur patronat. Ils se sont également heurtés au manque de soutien, pour ne pas dire plus, des dirigeants révisionnistes de la CGT du port qui leur a refusé son soutien financier... Ils ne l'ont pas oublié.

Lecanuet, Leroy, Fabius...

Le maire de Rouen, c'est Lecanuet, homme du « centre » qui fut récemment ministre de la Justice et n'a pas caché à cette occasion son attachement à la peine de mort. C'est lui

également qui a veillé personnellement à ce que le juge Charette soit sanctionné pour avoir osé inculper un PDG et le faire mettre en prison. Mais il y a d'autres notables de poids. Ro-

land Leroy se trouve à Saint-Étienne du Rouvray (3e ville du département) et Fabius, un des hommes les plus écoutés de Mitterrand, a été parachuté dans la 2e circonscription. PCF et

PS sont implantés dans les banlieues ouvrières mais mènent également une lutte acharnée pour le contrôle de l'université et du secteur « social ».



Les travailleurs de l'IMRO ont mené une lutte de classe contre les licenciements. C'est parce qu'elle ne pouvait tolérer les justes méthodes de lutte employées que la direction de la CGT prit la décision d'exclure en bloc la section de l'IMRO.

Le titre des candidats de l'union ouvrière-paysanne - démocratie prolétarienne - qui éliront...

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Une première victoire des éleveurs intégrés : 1500 paysans à Laval le 22 février contre une firme d'aliments « Wessafic, escroc, ton procès tombe à l'eau ! »

Les changements ne sortiront pas des urnes, mais de la lutte.

DEBATISSE AU CONGRES DE LA FNSFA «30% de paysans en moins dans quinze ans»

Les candidats de l'UOPDP

Le candidat titulaire, Clouard Patrick, 27 ans, est ouvrier-ajusteur à la mairie. Le suppléant, Planquois Erick, éducateur, est marié, et a deux enfants.

Récemment, une vingtaine de personnes ont assisté à une réunion du comité de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne de Rouen. Les candidats, ayant reçu une lettre de la Matmut, dont le patron Bonnetot est membre du PS, le comité a décidé de répondre par voie de tract sous le titre : « Le patron de la Mutuelle nous écrit, nous répondons aux travailleurs ».

Bimensuel paysan des communistes marxistes-léninistes de France

A l'occasion du prochain scrutin législatif, le comité de rédaction informe les lecteurs de l'Humanité rouge que le numéro de « La Faucille » de cette quinzaine comporte exceptionnellement douze pages format tabloïd (du type quotidien) avec de nombreux articles d'actualité mais aussi des articles sur la politique agricole de la droite et des programmes des partis bourgeois de la gauche. La résolution du IIIe congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France sur le travail du PCMLF à la campagne est également publiée dans ce numéro, ainsi qu'un éditorial intitulé « Etendre et organiser la lutte des travailleurs des villes et des campagnes ».

Ce numéro a été l'objet d'un tirage plus important. Il vous intéresse sans aucun doute et intéressera également vos amis et camarades à la ville et à la campagne. Passez directement commande à l'adresse postale de « La Faucille » : BP 258 75866 Paris Cedex 18. Le prix du numéro est de 3 F.

TARIF D'ABONNEMENT : 1 an : 60 F
LA FAUCILLE BP 258 Paris Cedex 18.
CCP La Faucille 17 564 83 B.

8 mars : dans le monde entier

Les femmes debout dans la lutte



Les femmes ont été très présentes dans les grandes manifestations dénonçant les crimes du social-impérialisme envers leur pays. Elles manifestent à Mogadiscio aux cris de « Dehors, les impérialistes russes ! ».



À Soweto, Durban, Port Elisabeth, l'insurrection est permanente contre la tyrannie des racistes blancs. Les femmes et les enfants y jouent un très grand rôle.



À l'usine comme dans les bureaux, les femmes sont de plus en plus actives dans les luttes de classe. Leur taux de syndicalisation ne cesse d'augmenter témoignant de leur volonté de combattre l'exploitation capitaliste, de lutter contre les discriminations de toutes sortes qui les frappent, au travail comme partout ailleurs.



La femme de Steve Biko, le patriote assassiné récemment en prison, transmet à ses enfants la volonté de libérer leur pays.



Par leur mobilisation, les femmes des mineurs boliviens ont fait reculer la dictature. C'est 25 d'entre elles qui ont pris l'initiative d'une grève de la faim qui a entraîné 1 300 femmes, étudiants, travailleurs et imposé l'amnistie générale et la réintégration des mineurs licenciés.



Dans la bataille pour approfondir la critique de la ligne réactionnaire de la bande des Quatre, accélérer la modernisation du pays, une fois de plus les femmes chinoises sont au premier rang du combat révolutionnaire.